Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 JANVIER 1992

N° 854

10, 00 F

ALGÉRIE

La peste et le choléra

Quatre ans après les mouvements de rue en Algérie, qui avaient marqué le début de la fin de trente ans de régime FLN, l'armée, éternelle garante de la sûreté de l'Etat, vire Chadli, le privant ainsi des délices de la cohabitation avec les barbus.

CERTAINS le craignaient, d'autres l'espéraient, tous s'y attendaient ; Chadli, usé par un pouvoir d'un autre âge a dû passer la main, poussé par l'armée et la nouvelle direction des affaires du pays. Chadli, la vieille garde du FLN n'est plus l'homme de la situation, de cette situation.

Si la rue a su en 1988 pousser le pouvoir à faire des concessions politiques sur l'avenir du régime, la situation économique, elle, n'a jamais changé. Une démocratie ne peut se mettre en place que pour servir les intérêts économiques de la classe qui détient le pouvoir de fait. Il n'y a aucun intérêt à changer la constitution pour démocratiser les institutions, si c'est pour qu'elles passent aux mains de groupes, fussent-ils de masse, dont les intentions et les intérêts sont aux antipodes de ceux de la bourgeoisie. Les anarchistes en ont fait les frais. S'il se trouve qu'en l'occurrence on ne va pas pleurer sur l'incapacité momentanée du FIS à s'emparer du pouvoir, la situation n'en est pas moins inquiétante pour ceux et celles qui se refusent à admettre la démocratie et le capitalisme comme remède miracle seul capable d'offrir au peuple reconnaissant paix, santé, prospérité et liberté d'élire.

De quoi rêvent les barbus ? Sûrement pas de paix, d'amour, de liberté et de fleurs. Les intégristes n'ont rien trouvé d'autre pour « amuser » le peuple que de rythmer la vie à coups de prières obligatoires. Certes, il est plus facile de calmer les gens en les gavant de faux espoirs spirituels (rêver ne coûte rien) que de leur proposer de verser du sang et des larmes pour le compte du FMI, du GATT ou d'autres maîtres étrangers autant qu'anonymes. Avoir vingt ans du côté des Aurès n'ouvre pas tellement plus de perspectives que d'attendre et voir le temps passer. C'est ce qu'a toujours été le programme des partis religieux. Et quand les gens font signe de se lasser du métronome des cloches ou des muezzins, on les envoie d'ordinaire au front se battre dans le sang et dans la haine (en général du côté de Jérusalem). Pourquoi le FIS innoverait-il sur un projet qui a fait ses preuves ?

Tout le monde, pourtant, ne veut pas du FIS. Peu de jeunes finalement étaient inscrits sur les listes électorales, sans illusions sur le sort que pouvaient leur réserver les uns ou les autres. C'est ceux-là mêmes, sans doute, qui sont partis réveillonner en Kabylie sous la protection de l'armée et de la police. C'est bien, ils ont fait la fête, « la dernière » comme ils croyaient... La gueule de bois passée, ils attendaient, plus ou moins résignés les résultats du second tour. Bien sûr, il est facile de dire, de l'endroit où je suis, qu'ils auraient dû se lever et lutter pour prendre en main leur vies et construire une Algérie sans Etat ni classes, bla, bla, bla. Il n'empêche, on ne peut que craindre le pire d'une situation où l'armée devient l'arbitre entre progrès et obscurantisme.

De quel progrès s'agit-il ? Le progrès social ou le progrès politique ? Si le progrès social signifie uniquement faire en sorte qu'un maximum de gens puissent accéder à la consommation à outrance, il n'est pas surprenant que nombre d'exclus préfèrent l'austérité et l'ascétisme des mollahs puisque, de toute façon, ils n'auront rien ou si peu...

Si le progrès politique ne représente ni plus ni moins qu'une nouvelle donne pour gouverner la classe ouvrière et la faire travailler à bon marché pour le compte des firmes des pays développés, il n'est pas étonnant non plus de voir les futurs chômeurs s'enthousiasmer des cris de haines des démagogues contre les étrangers suppôts de satan, etc.

« De quoi rêvent les barbus ? Sûrement pas de paix, d'amour, de liberté et de fleurs. »

Regardons-y de plus près. Ou plutôt, regardons plus près. Qui, Jean-Marie Le Pen dragué-il le mieux sinon les futurs laissés pour compte de la belle Europe à Tonton ? Et sans vouloir donner dans la politique-fiction des sociaux-pisse-copie de *Libération*, il n'est pas sûr que les pouvoirs financiers en France soient avec le Front National plus patients que ne l'ont été les investisseurs algériens avec le FIS. Nous aussi nous avons une armée, et chez nous aussi, elle est au service du système. Les éternuements de la Bourse ont toujours su faire réagir promptement nos gouvernants. L'armée et les forces de l'ordre n'ont jamais eu d'autre prétentions que de préserver non pas le système en place, mais les intérêts de ceux pour qui le système fonctionne.

Au jeu des élections, les dés sont pipés. Tant pis pour le FIS et même, bien fait pour lui. Si le peuple vote mal, faute de pouvoir changer de peuple, la tradition veut qu'on le mette au pas, quitte à lui filer un peu de plomb dans la tête. Choisir entre le coup d'Etat et le despotisme des élus ultra autoritaires n'a rien d'un choix (d'ailleurs personne n'a choisi). La peste ou le choléra, ou pourquoi pas, les deux, n'offre qu'une issue de secours : le remède de cheval. La révolution sociale et libertaire, le refus de tous les autoritarismes, militaire ou religieux, patronal, clanique ou familial, des sexismes et de toutes les exclusions, en est un. Mais s'il est facile pour nous de le dire, encore faudrait-il, pour qu'ils y parviennent là-bas, que des mouvements sociaux naissent ou renaissent ici à l'initiative des anarchistes de la CEE, du Japon et de l'Amérique du Nord, dont le rôle est aussi de contrer la politique impérialiste tant culturelle qu'économique de leurs régimes à eux. Telle est la nouvelle donne du nouvel ordre mondial et il faudra bien qu'on en tienne compte, et qu'on retrousse nos manches.

Vincent

Etats généraux
« contraception - avortement »
P. 2

T2137 - 854 - 10,00 F

EDITORIAL

Décidément, cette semaine, si elle ne fut pas sainte, aura tout de même été marquée par les curés de tous poils et de toutes nationalités. Le FIS continue de placer ses marques et de verrouiller son hypnose orwellienne des esprits évidés par trente ans de tout à l'Etat. Plus près de nous, notre primat des Gaules préfère avec courage passer aux yeux des masses critiques pour un béat crétin plutôt que d'assumer faire partie des cadres d'une organisation réactionnaire. Côté pile, je condamne l'aide tactique et logistique portée aux anciens nazis (le cas Touvier est loin d'être isolé). Côté face, Jean-Paul Deux, sans pudeur, propose la béatification de José Maria Balaguer, le franquiste aumônier de l'armée du Christ-Roi fondateur de l'Opus Dei. Sur ce point, Decourtray n'a pas cru bon de s'étonner. Comprend qui peut.

En Russie, l'église catholique orthodoxe réussit brillamment son retour en grâce pour ce premier vrai Noël julien de la désoviétisation. La ferveur affichée des jeunes comme des vieux ne tient pas seulement d'un retour machinal à de mauvaises habitudes...

Qu'un brin de défi à braver les vieux interdits puisse distraire un instant les foules désabusées est certainement dû à l'intégrisme religieux des anti-religieux, qui en soixante-dix ans n'ont jamais su démontrer que seule l'émancipation des consciences de l'autorité des dieux et des maîtres ouvrirait des perspectives vivables aux hommes et aux femmes.

A moins, bien sûr, qu'eux-mêmes n'en aient jamais été convaincus...

Pages régionales
Charente-Maritime
P. 4 & 5

Paris
Samedi 25 janvier 1992
15 h 30
Manifestation Bastille-Nation
contre l'exclusion
et le racisme

Rendez-vous
des militants et sympathisants
anarchistes à l'entrée
de la rue de la Roquette,
à Bastille.

AVORTEMENT ET CONTRACEPTION

L'amour est à nous

Les 18 et 19 janvier se tiendront à la Sorbonne les états généraux « L'amour est à nous ». Organisés par la Coordination pour le droit à l'avortement et à la contraception - coordination rassemblant diverses organisations féministes, syndicales et politiques, dont la Fédération anarchiste (1) - ils se veulent un temps fort d'informations, de débats et de décisions d'actions pour faire entendre qu'une très grande majorité de la population ne veut pas d'un retour au passé : avortements clandestins entraînant septicémie, stérilité, mort mais aussi trafics financiers et des relations d'amour entravées, chez les femmes, par crainte d'une grossesse non désirée.

La contraception et le droit à maîtriser sa fécondité ont été des grandes conquêtes de ce siècle. Les femmes d'avant la contraception nous disent encore combien la pilule a changé leur vie. Pouvoir faire l'amour quand on veut, y compris hors mariage, hors couple ou encore jeune adolescente.

Quand il fallait compter les périodes où l'on « pouvait » et celles où l'on « ne pouvait pas », comment vivait-on ses relations amoureuses ? Certes, parfois, comme des explosions de plaisir, des partages d'émotions, des jeux des corps et des esprits...

Mais ces femmes savent nous faire part de leurs angoisses d'alors. Aujourd'hui, quel héritage pour les générations à venir ? Une sexualité à risque (MST, SIDA) et un conservatisme moral grandissant.

Il nous faut reprendre l'offensive. Laisserons-nous les réactionnaires intégristes, les curetons, profiter des carences des sociaux-démocrates, et accepterons-nous un retour à l'ordre moral (l'amour pour le seul acte de reproduction, mais attention uniquement pour les têtes blondes aux yeux bleus !) ? Serons-nous complices du renforcement des valeurs familiales (les femmes à la cuisine !).

Non, l'amour est à nous. La vie est à nous. Profitons de ces états généraux pour le dire et agir !

Hélène

(1) Cf. *ML* n° 853

« L'amour est à nous »

18 et 19 janvier 1992
à la Sorbonne (amphi Richelieu) 75005 Paris
17, rue de la Sorbonne (M° Luxembourg).
Samedi 18 janvier :
- 10 h à 13 h : accueil ;
- 13 h 30 : ouverture ;
- 15 h à 18 h : forums ;
- 20 h : meeting.

Dimanche 19 janvier :
- 9 h 30 à 13 h : groupes de travail des collectifs.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ENQUÊTE PARMI LES JEUNES

L'avortement

Marie-Hélène Bardonnet du groupe de la Villette a voulu connaître l'avis des jeunes sur la contraception et l'avortement. Son enquête a porté sur deux classes de baccalauréat professionnel d'environ 25 élèves, âgés de 17 à 21 ans. Une classe est composée de 9 garçons, l'autre classe comprend uniquement des filles, dont dix issues de la seconde génération maghrébine.
Dans cette seconde partie, sont exposés les propos en matière d'avortement.

Qu'est-ce pour vous que l'avortement ?
- *(élèves A - deux élèves de culture maghrébine)* C'est supprimer une vie. C'est un début de vie, et il est criminel de le supprimer. On doit avoir un début et une fin de vie.
- *(élèves B)* C'est un acte médical qu'on peut avoir à accomplir.

Dans quelles circonstances ... ?
- *(élèves A)* En cas de viol, on peut avorter. Dans tous les autres cas, on garde l'enfant. On a commis une faute (!), on est responsable de son acte. On se débrouille pour l'élever, on trouve toujours du travail si on veut ; on demande l'aide de l'Etat. Un enfant n'est pas un jouet. Il y a des gens qui souffrent de ne pas avoir d'enfant et d'autres qui vont avorter pour un oui ou pour un non.
- *(élèves B)* Je suis pour l'avortement, car même avec une contraception on peut être enceinte. Un enfant peut être malheureux toute sa vie. Pour un avortement, il risque de l'être un instant seulement.
- *(élèves C)* C'est difficile d'être pour ou contre. Il faut voir au cas par cas. Chacun est différent, c'est l'avis de la femme qui prime. Il ne faut pas non plus abuser de l'avortement. Mais il vaut mieux une loi la plus large possible qui satisfasse tout le monde.
- Le problème des mineures est important, elles doivent aller au Planning pour la gratuité, mais il est surchargé.
- Encore à 20 ans, on est inconscient, alors à 16 ans ! Il faut avorter toutes les mineures enceintes, car de toute façon c'est immature de mettre au monde un enfant à cet âge.

Aux élèves du groupe A : Quel est votre avis sur un cas de grossesse contaminée par le SIDA ?
- L'avortement pourrait avoir lieu.
- Encore une fois, pourquoi pourrait-on tuer l'enfant et pas la mère ?

Quelles démarches faites-vous si vous désirez avorter ?
- Contacter le médecin traitant ou une assistante sociale.
- En parler à son entourage.
- Aller chez un gynécologue.
- Aller au Planning.
- Je ne suis pas informée. Si on ne peut pas s'adresser aux parents, on est dans la merde.

Combien coûte un avortement ?
- C'est sûrement cher et doit dépendre de l'âge du fœtus.
- 3 000 F dans une clinique privée en France.
- 10 000 F pour des jumeaux, pour des Françaises qui vont avorter en Angleterre, et ce n'est pas remboursé.

A combien est-ce remboursé en France ?
- Pas plus de 50%

La loi pour l'avortement peut-elle être remise en cause un jour ?
- Oui, c'est déjà fait aux Etats-Unis à cause de la religion. En France, des groupes saccagent le matériel.

Qui sont ces groupes ?
- SOS... quelque chose.

Comment réagissent les hôpitaux ?
- Ils vont diminuer les avortement, ou les arrêter.

« Le problème des mineures est important, elles doivent aller au Planning pour la gratuité, mais il est surchargé. »

Que pensez-vous de ces actions ?
- *(tous les élèves, y compris ceux du groupe A)* Les gens sont quand même libres de faire ce qu'ils veulent ! C'est choquant ; on revient à un régime autoritaire.
- Il faudrait aussi parler des erreurs médicales : une femme chinoise a été avortée par erreur parce que son nom était identique à celui que portait une femme qui désirait avorter (NdlR : il s'agissait d'une réfugiée vietnamienne, installée à Lyon, et cela s'est déroulé à l'automne 91).

Cela vous choque-t-il plus, moins ou autant que les commandos anti-IVG ?
- Plus, car les médecins n'ont pas le droit à l'erreur ; pensez à la pauvre femme !
- Il existe des tas d'erreurs médicales, car la médecine n'est pas parfaite. Les commandos me choquent plus.

Quel est, d'après vous, l'impact de ces commandos en France ?
- Des groupes occupent les hôpitaux ou se promènent dans la rue avec des bocaux de fœtus. Ils déstérilisent le matériel. Leur action est moins développée qu'aux Etats-Unis, et là-bas il y a en plus la violence physique.
- Des médecins retardent la procédure d'avortement pour que les femmes dépassent les délais et tombent dans l'illégalité. Elles doivent aller en Hollande et en Angleterre. En Hollande, on doit faire l'aller et le retour en un jour.
- Mais il faut aussi parler des médecins qui conservent des fœtus pour faire des expériences, et les femmes n'ont rien à dire. On les expose même à Paris, au palais de la Découverte pour montrer les anomalies (exemple, le fœtus d'une chèvre à deux têtes) et les petits de la maternelle voient ça !

Ces remarques de jeunes m'amènent à quelques réflexions.

Beaucoup de contradictions se font jour chez eux, surtout au sein de la seconde génération de Maghrébins car on sent ces derniers coincés entre deux cultures. Les jeunes maghrébines, si elles sont plus vulnérables que n'importe quelle autre catégorie, ne s'accordent aucun droit à l'erreur ; d'ailleurs, elles parlent de « faute » quant à la grossesse.

Toutes cultures confondues, les jeunes filles demeurent influencées par une morale religieuse, et n'ont pas dépassé le stade de la culpabilité et de la criminalisation de la contraception et de l'avortement. Tous s'insurgent pourtant contre le poids de la religion. Les jeunes maghrébines ne « tueraient » plus une vie si elles avortaient d'un enfant de violeur : elles instaurent donc une échelle de valeurs dans laquelle le viol leur paraît plus condamnable que l'acte de « tuer ».

Ces jeunes, dans l'ensemble, venant de la banlieue Est de Paris, semblent relativement informés, mais sont influencés par les « on dit ». Ils ne sont pas toujours très autonomes quant aux démarches à accomplir. Ils semblent optimistes sur l'avenir de la législation ou ne savent pas trop. Ils prennent beaucoup les acquis en matière de contraception et d'avortement pour argent comptant. Ils n'imaginent donc pas la lutte qu'il a fallu mener pour les conquérir ni celle qu'il faudra peut-être reprendre pour se les réapproprier. Si parfois ils sont contre la contraception et l'avortement, ils sont pour que toutes celles qui le désirent puissent y accéder. Enfin, de façon générale, ces jeunes balancent constamment entre le besoin de conserver une certaine morale pour se protéger des abus et le besoin de préserver la liberté de choisir.

Marie-Hélène Bardonnet
(gr. de la Villette - Paris)

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Genneviliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Les débats de la librairie La Plume Noire

• « Quel antifascisme aujourd'hui ? », le vendredi 17 janvier à 20 h ;
• « Ecologie... ou écofascisme ? », le samedi 15 février à 16 h, avec Philippe Pelletier.

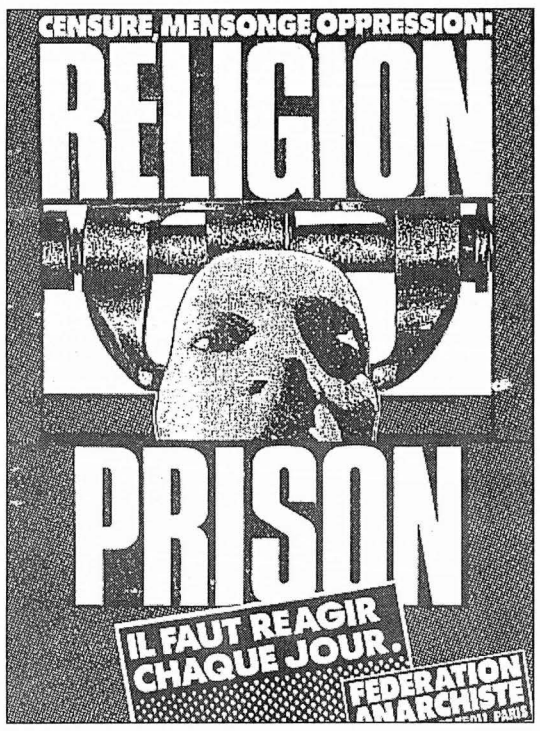
La Plume Noire
15, rue Rivet, 69001 Lyon.

AFFAIRE TOUVIER

Decourtray lave plus blanc !

Ah ! la belle histoire à raconter aux enfants les soirs d'hiver lorsque la télé est en panne : l'Eglise de France fait son *mea culpa*.

Quelques prélats bornés et passéistes ont protégé pendant plus de quarante ans un ancien responsable lyonnais de la Milice, un peu assassin, un peu tortionnaire, mais si peu... Ils ont même réussi à circonvenir la « naïveté » d'un cardinal, secrétaire d'Etat du Vatican, pour qu'il intervienne auprès de Pompidou et obtienne la grâce du méchant... très repenti... auquel le Secours catholique a versé une aide mensuelle jusqu'à son arrestation en 1989.



Contre-feu pour...

Tout cela est vrai, mais ce ne furent que des initiaves individuelles, jamais il n'y eut de décision de l'institution-Eglise. Et c'est pour que la vérité éclate, pour que tout se passe dans la « transparence » que moi, archevêque de Lyon et primat des Gaules, aie décidé de créer une commission d'historiens qui a pu consulter toutes nos archives et dont le rapport sera publié intégralement.

Ouais. Curieusement, le charivari autour de la publication du rapport fait oublier que la commission n'a été créée qu'après l'arrestation de Touvier dont le procès aurait pu permettre à des avocats des parties civiles de faire des révélations juteuses. Pour lutter contre certains incendies, le procédé du contre-feu est efficace.

Surtout quand on contrôle bien le contre-feu. La commission était soigneusement verrouillée, présidée par ce vieux militant d'Action catholique et historien de qualité qu'est René Rémond.

« *Vérité, quoi qu'il en coûte...* » affirme Decourtray. L'opération était nécessaire et urgente, et pour la rendre plus utile, les "modernistes" en profitent pour désigner à la vindicte un quarteron d'intégristes mal dépétainisés (NdlR : et pour la plupart décédés). La technique du bouc émissaire est enseignée dans la Bible.

Les affaires internes de l'Eglise ne nous intéressent que par les retombées politiques que nous aurons à en subir. L'Eglise a une longue expérience pour retourner à son profit des situations qui lui sont a priori défavorables. Le chroniqueur religieux du *Monde*, qui appartient à la sainte famille, nous indique involontairement de quoi il retourne : « *Même si cette affaire témoigne du passé, on se souviendra que l'Eglise a toujours été plus prompte à condamner ses prêtres-ouvriers ou ses théologiens d'avant-garde que ses clercs compromis avec les régimes conservateurs.* »

... masquer le néo-corporatisme

C'est la ligne de Vatican II qu'il faut maintenir : « *l'ouverture du monde* »... pour mieux le phagocyter. Ils n'allaient tout de même pas risquer de faire capoter le processus de mise en place de l'Europe cléricale, néo-corporatiste, à cause de quelques olibrius mal recyclés idéologiquement.

Le pétainisme ne fut qu'un hoquet de l'Histoire, mais la Charte de travail et la Corporation paysanne, ce n'était pas si mal pour l'époque. En les réactualisant, ces bonnes vieilles idées peuvent resservir. Elles resservent déjà.

Tous les néo-cléricaux infiltrés dans le mouvement ouvrier et dans les rouages de l'Etat ne sont pas avares de « projets de société » néo-corporatistes : on « citoyenne » dans l'entreprise... capitaliste, on « cercle » de qualité, on « droit-d'expressionne » dans les ateliers et les bureaux, on « conseil-d'administrationne », on « syndicalisme-de-propositionne »...

Ils suivent en cela les directives que leur saint patron vient de réaffirmer dans *Centesimus annus* : la propriété privée des moyens de production et d'échange est un droit juste, ainsi que le profit qui en découle, mais pour en prévenir les éventuels excès, il faut que l'Etat intervienne en respectant le principe de subsidiarité, donc en permettant au travailleur une participation plus large à la vie de l'entreprise. Directives qui n'ont évidemment rien à voir avec l'idéologie d'une quelconque charte du travail... Ainsi soit-il !

L'autocritique médiatisée de Decourtray sacrifiant dédaigneusement quelques résidus du pétainisme ne nous cachera pas ces « projets » qui, sous l'amusant prétexte « d'assurer l'harmonie » entre patrons et travailleurs, visent délibérément à perpétuer une société fondée sur l'exploitation du travail par le capital.

Marc Prévôtel

Bourgoin-Jallieu (Isère)
« Un Autre Futur »
Film sur l'anarcho-syndicalisme espagnol (1936-1939)
Samedi 18 janvier à 15 h,
au 20, rue Joseph-Seigner.
Entrée : 10 F.
Débat animé par un militant du groupe Dejacque de Lyon.

Intra muros

Mutinerie de Fresnes : appel le 27 février

Loupé ! Stupeur, le 7 janvier dernier, parmi les militants anticarcéraux : le procès en appel des deux mutins de Fresnes, Abdelhamid Hakkar et Alain Teixeira (cf. *le Monde libertaire* du 31 octobre), était prévu pour l'après-midi même ! Fidèle à sa technique des procès en catimini à l'encontre des « meneurs » et autres rebelles, la cour d'appel de la X^e^ chambre correctionnelle de Paris a néanmoins raté son coup : tant de hâte était illégale, et le procès a été reporté au 27 février prochain. *Le Monde libertaire* prendra soin de rappeller à ses lecteurs le jour et l'heure de cette nouvelle comparution. Le premier procès des deux hommes, le 23 octobre, devant le tribunal de Créteil, avait constitué un petit chef d'oeuvre d'iniquité, tant par la peine exorbitante prononcée (sept ans de prison ferme de plus, pour des faits n'ayant entraîné aucune blessure, ni même une demi-journée d'arrêt de travail pour les « victimes »), que par la conduite des débats : matons venus en force et introduits dans la salle sans contrôle, militants délibérément empêchés d'assister aux débats, puis fouillés un par un avant de pouvoir enfin entrer au compte-gouttes dans la salle d'audience... Une attitude si scandaleuse qu'elle avait suscité une plainte pour atteinte à la publicité des débats.

Gageons que le 27 février, la justice sereine, sans haine et sans crainte permettra à tout citoyen intéressé par la gestion des conflits carcéraux d'assister librement au procès des deux hommes. Pour plus de sûreté, nous invitons nos lecteurs à s'en assurer de visu.

Toul : chroniques de morts troublantes

Etrange : dix jours après le décès de Mohamed Chara, incarcéré depuis 13 ans pour un meurtre d'enfant qu'il n'avait vraisemblablement pas commis, un second décès tout aussi inexpliqué vient de se produire, à la prison centrale de Toul. Coïncidence : Mohamed Chara était en passe d'obtenir la révision de son procès lorsqu'il est malencontreusement mort, à 33 ans, d'une crise cardiaque. Coïncidence encore : ce deuxième décès étrange se produit au moment précis où les prisonniers de Toul multiplient actions et revendications. Notons que dans leur dernier appel, daté de décembre 1991, ils demandaient, en premier lieu, l'amélioration des conditions d'hygiène et des soins médicaux. « Pour l'instant, le dialogue », disaient-ils. Combien de morts faudra-t-il pour que l'Administration pénitentiaire admette de l'engager ?

Lisez *Libération*, le journal des matons !

Enfin du croustillant dans *Libération* : « Les caïds devront rendre les clés de la prison de Nice », titrait le numéro du 10 janvier. La légende de la photo, « *certains jours, le parloir ressemble à un joyeux bordel, confient les matons* », laissait craindre le pire. A juste titre. Les confidences des matons au zélé délateur de *Libération* surpassent les commentaires les plus nauséeux de la presse d'extrême droite. Petites proses choisies : « *On n'a pas envie de fouiller un gars qui, au sortir du parloir, a un jean souillé par ses rapports avec sa femme indisposée. On est dégoûté* ». Nous aussi. Non seulement par les propos de pissotières des pornographes matonnaux, mais par la sollicitude servile du journaliste qui passe rapidement sur les tabassages, les trafics des matons ; qui insiste en revanche avec avec un ravissmenent obsessionnel sur les histoires de cul de la prison ; et qui termine, bien sûr, en servant béatement la soupe à Karsensky, directeur de l'Administration pénitentiaire, pour faire l'apologie des 13 000 places. Il est des jours ou *Libération* rime avec abjection.

Pascale Choisy

Ecoutez, sur Radio-Libertaire (89.4), chaque mercredi de 21 h à 23 h « Ras-les-murs », l'émission sur la prison.

LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot
(M° Oberkampf), 75011 Paris

Remises de 10 à 40% sur une centaine d'ouvrages.

Echos de presse

Les médias sont ainsi faits, ils fonctionnent par modes successives. La semaine dernière, nous avons eu la mode Fabius. Pendant quatre jours la presse nous a rebattu les oreilles avec le successeur de Mauroy à la tête du PS. Puis, ils sont passés à d'autres choses : l'affaire Touvier, le sommet USA-Japon, etc... Oh, bien sûr, ils n'ont pas oublié les pays de l'Est, la Yougoslavie, le Paris-Syrte-Le Cap, événements capitaux, surtout le dernier. C'est un plaisir de lire les quotidiens, les magazines ou d'allumer la boîte à images (surtout qu'à Paris, et dans quelques autres villes de province, certains privilégiés sont branchés sur le câble, et, alors, on peut en avoir des infos : 22 chaînes, voire plus si on veut payer plein tarif ; de CNN à Eurosports en passant par RTL ou la BBC, des infos, on peut en avaler des tonnes !). C'est donc une joie, les revues de presse... Petits morceaux gaiement ramassés.

L'Humanité du samedi 11 janvier (oui, il existe encore !) est de plus en plus angoissé : « Mitterrand largue la bombe », c'est le gros titre de la une. Scandale, « *la force de frappe française serait livrée à l'Europe* ». Les communistes du PCF, armes aux pieds, s'insurgent : on ne pourra plus mourir français !

Méchants, les Verts du Loiret ont empêché Cyril Neveu de toucher 400 000 francs du Conseil général pour sa participation au Paris-Syrte-Le Cap (ex-Paris-Dakar, pour les non initiés !). Tout le monde est content, sauf lui. Cette info a été volée à l'hebdo *Vert-Contact* n°227 du 4 au 10 janvier 1992. Comme quoi, on peut quand même lire de bonnes nouvelles de temps en temps !

Côté facho, la participation de Le Pen à l'émission d'Antenne 2, « L'heure de vérité » a suscité pas mal de remous, y compris dans nos médias (normal). Ses propos risquent d'alimenter les chroniques. Ce sera la mode de la semaine. Encore que celle-ci aie tendance à perdurer au-delà de huit jours. Les nazillons ont la vie dure et ceci permet aux grands journaux d'alimenter leurs colonnes et au PS de faire voter les indécis. Les fachos servent au moins à cela. Surtout qu'ils s'y cantonnent, car, pour le reste, ils sont plutôt à vomir...

A ce propos, il faut lire *la Lettre d'Article 31* n°3, les rédacteurs y font une analyse décapante du programme du Front national (*Article 31*, BP 423, 75527 Paris cedex 11, abonnement 50 F pour l'année). Enfin, une bonne lecture !

A. D.

Points de vue sur l'anarchie

La Fédération anarchiste invite ses sympathisants à un cycle de conférences-débats qui présenteront les thèmes essentiels de la pensée et de l'action anarchistes. Ce cycle permettra à chacune et à chacun d'exprimer ses visions par rapport à l'anarchie, son parcours militant éventuel, ses attentes ou ses propositions. Il est conçu comme un ensemble cohérent et il est souhaitable de s'engager à participer à l'ensemble des soirées proposées. Les militantes et militants qui animent ces soirées partageront leurs expériences avec les participants de la série (ou du jour), selon les disponibilités personnelles.

• **Mardi 21 janvier 1992 :** « Une autre manière de s'organiser dans la liberté et l'égalité : le fédéralisme, l'autogestion, l'éthique libertaire ».

• **Mardi 28 janvier 1992 :** « L'anarchisme et le monde du travail : méthodes d'intervention, pratiques d'actions directes ».

• **Mardi 4 février 1992 :** « Les luttes spécifiques : à partir des luttes des femmes ».

• **Mardi 11 février 1992 :** « Pourquoi et comment lutter aujourd'hui ? Comment s'organiser ? Comment est organisée la Fédération anarchiste ? ».

Ces thèmes sont des propositions qui pourront être discutées et précisées, en particulier si un groupe régulier se constitue lors de la première soirée.

Ces conférences ont lieu à **20 h 30** au local du groupe **Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (impasse dans la rue Lepic), Métro Abbesses ou Blanche, 75018 Paris**.

Nous reproduisons dans nos colonnes - comme cela nous est déjà arrivé à l'occasion - une nouvelle page « Régions », consacrée à la Charente-Maritime.

Cette page nous a été fournie par le groupe Bakounine, regroupant des militants libertaires de Saintes, la Rochelle et l'île d'Oléron.

Une région bien ordinaire

Aujourd'hui comme hier, la Charente-Maritime ne fait guère la « une » de l'actualité, et coule des jours en apparence heureux à l'ombre immémoriale de son anonymat.

Un climat doux et tempéré, des sols sur lesquels tout pousse, une façade maritime pêchante et commerçante à souhait, l'ostréiculture, l'aquaculture, le cognac, le pineau, la construction nautique, le tourisme... expliquent sans aucun doute cela. Cette prospérité entre ombre et lumière. Comme la prégnance de la petite propriété agricole, viticole, ostréicole, marine, commerçante, artisanale... explique la jovialité tranquille et prudente du Charentais moyen.

Quoi qu'il en soit, si la Charente-Maritime a l'air bonasse de tous les immobilismes provinciaux, ça ne l'empêche nullement de commencer à vivre, et de plus en plus mal, au rythme des restructurations en tous genres qui font l'air du temps de cette fin de siècle. L'agriculture, la pêche, l'ostréiculture se mettant à l'heure du capitalisme avec grosses unités de production, introduction massive de capitaux, mécanisation, salariat... à la clé. Et le département se mettant à l'heure de l'Europe en vendant son soleil, ses plages, ses forêts aux « chieurs » de béton et aux marchands de vacances.

Paradoxe ou cohérence, dans cette région tranquilos pépère et calmos coolos où les séismes politiques nationaux font systématiquement plouf dans un marécage radical qui ne conçoit le changement que dans le cadre du centrisme, il y a toujours eu une présence libertaire affirmée.

D'Elisée Reclus, qui sévit sur l'île de Ré pendant plusieurs années, en passant par le congrès de la Fédération anarchiste communiste de l'Ouest qui eut lieu à Rochefort en 1912, Sébastien Faure qui passa les dernières années de sa vie à Royan où il est d'ailleurs enterré, le groupe Louis-Lecoin qui rayonna sur Saintes jusqu'au début des *seventies*, le groupe anarcho-syndicaliste de La Rochelle qui évolua dans les années 70, et depuis une dizaine d'années le groupe Michel-Bakounine... la « tradition » s'est en effet maintenue.

Comme quoi ... !

Groupe Michel-Bakounine

UN TOURISME BÉTON

Du rififi sur le littoral

Le littoral charentais, c'est 463 kilomètres de côtes (soit 8% des 5 530 kilomètres de côtes françaises), les villes de La Rochelle, Royan, les îles de Ré, d'Oléron, d'Aix, le bassin ostréicole de Marennes-Oléron et... fort Boyard !

Sur cet espace entre terre et mer, fragile, rare et très convoité, cohabitent tant bien que mal, tout un tas d'activités et de gens, surtout en été. Parmi ces activités, citons pêle-mêle l'agriculture, le tourisme, l'ostréiculture, la pêche et un peu d'industrie.

En fait, le tourisme se taille la part du tigre. La Charente-Maritime était en 1989 le troisième département touristique français avec 23 millions de journées de vacances. Les élus de tous bords, comme les pouvoirs publics, n'ayant qu'un désir : renforcer le phénomène.

Du côté du Conseil général (de droite) et des maires des communes littorales, on assiste à une surenchère d'équipements en tous genres avec une préférence marquée pour les ports de plaisance et les ponts :

- 4 500 anneaux en 1982, 7 000 en 1991 et le Conseil général continue d'aider les communes pour favoriser la création de 2 000 nouveaux anneaux dans les cinq ans à venir ;
- après les ponts d'Oléron, de la Seudre, de Ré et de Martrou, il existe un projet pour un pont de 10 kilomètres au-dessus de l'estuaire de la Gironde.

Ces équipements, comme la plupart de ceux réalisés dans le département, profitent avant tout au littoral et favorisent le développement d'une urbanisation féroce. A Saint-Palais-sur-Mer, près de Royan, 23 logements par an ont été construits entre 1850 et 1982 ; 153 par an entre 1982 et 1990 et l'actuel plan d'occupation des sols (POS) prévoit la possibilité d'en construire 670 par an d'ici l'an 2000. Ceci n'est bien sûr pas du goût de tout le monde et principalement des associations de protection de la nature qui multiplient les pétitions et les recours devant les tribunaux administratifs pour tenter d'annuler la révision d'un POS, la création d'une zone d'aménagement concertée, d'un port, d'un pont, d'un golf...

L'attitude ambiguë de l'Etat

Cette volonté de développer à tout prix le tourisme, mais aussi l'absence de concertation entre les élus et la population et de contrôle de cette dernière sur les actions douteuses et mégalomaniaques des « décideurs » provoquent de nombreux conflits. Et si les villas ne sautent pas encore comme en Corse, une cabane de chantier et un bulldozer ont tout de même fini carbonisés à Saint-Palais.

Bien entendu, face à ce type de gestion du littoral, l'Etat a une attitude ambiguë. D'un côté, la loi littorale prétend assurer la protection du littoral en répartissant dans l'espace les différentes activités existantes. De l'autre, elle affirme vouloir favoriser le développement économique de la région. C'est ainsi, notamment, que le Conservatoire du littoral acquiert des terres pour les soustraire à l'urbanisation ou pour permettre à l'élevage extensif de se poursuivre dans les marais littoraux et, dans le même temps, que certains marais argileux et salés à souhait bénéficient de subventions pharaoniques pour être mis en culture à grands coups d'engrais, de pesticides pour augmenter encore la surproduction de maïs et de tournesol au prix de l'assèchement des nappes phréatiques. Comme quoi, il n'est jamais simple de vouloir le beurre et l'argent du beurre et, en l'occurrence, la préservation du littoral et le « développement économique ». Pire, si on s'en tient au fait que la Charente-Maritime a un taux de chômage de 12,3% de la population active et que ce taux peut grimper jusqu'à 20% dans certaines communes littorales, on peut être conduit à penser qu'en distillant l'ambiguïté on aboutit en fait à perdre et le beurre et l'argent du beurre.

Mais tout cela n'est-il pas, en fait, délibéré ? Car, au bout du compte, si la préservation du littoral comme son développement économique ne sont pas des réussites, leur échec permet, du moins, à certains - je ne parle pas des bétonneurs et des marchands de vacances - de prospérer sans ombrage. Etonnant, non ?

Olivier Clairat

PÊCHE ET OSTRÉICULTURE

Les damnés de la mer

C'est d'un monde en crise dont nous parle Jean-Marc Raynaud : celui de la pêche et plus encore de l'ostréiculture. Un monde qui, s'il n'y prend garde, va devenir à plus ou moins long terme un souvenir.
Regard...

Paradoxalement, alors qu'après avoir creusé leur tombe ils commencent à recevoir les premières pelletées de terre sur la tête, les ostréiculteurs et les pêcheurs charentais n'ont jamais semblé aussi florissants et aussi pleins de vie. Cette année, les huîtres se vendent autour de 13 F le kilo contre 9 F en décembre 1990, et quant à la pêche, chaque jour qui passe voit le port de La Côtinière ou l'un de ses voisins s'enrichir d'un nouveau chalutier, toujours plus gros, plus grand, plus beau, plus...

C'est ainsi, parce que les eaux de la Charente et de la Seudre sont de plus en plus pourries de nitrates, parce que la Gironde, après avoir lavé la centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis, dégueule sans relâche ses toxines, et parce que les Dupont-Durand de l'ostréiculture cultivent quatre à cinq fois plus d'huîtres qu'auparavant sur une même surface (en utilisant notamment la technique des tables) la production d'huîtres a commencé cette année à décliner. Mathématique ! Un milieu naturel qui s'appauvrit, une culture qui s'intensifie... les huîtres s'adaptent à la famine et croissent moins vite en attendant de succomber en masse à une épidémie quelconque. Et en croissant moins vite, elles se font plus rares à la vente et donc... plus chères.

De tout cela, les ostréiculteurs charentais sont largement conscients. Ils savent que la pollution agricole et nucléaire est en train de faire crever leurs huîtres. Ils savent qu'en contrôlant la production, ils peuvent tout à la fois produire moins et gagner plus. Mais de là à se battre contre les pollutions ou à créer des coopératives de production, c'est une autre paire de manches.

Des techniques redoutables

De même, les pêcheurs du littoral, en utilisant des techniques de pêche toujours plus performantes (chalut pélagique, sonar...) des bateaux toujours plus rapides, mieux équipés... scient la branche sur laquelle ils étaient assis depuis toujours. De tout cela, des coûts que les techniques modernes de pêche mettent dans un stock de poissons qui commence désormais à s'amenuiser comme de la course au remboursement des emprunts qu'entraîne le *trip* modernisme à tout crin, les pêcheurs sont largement conscients, mais de là à essayer de contrôler la production pour pouvoir pêcher pendant encore longtemps et peser sur les cours, c'est, là encore, une autre paire de manches.

Marennes. © René Jean/AFP

En fait, les ostréiculteurs et les pêcheurs charentais sont comme les brontosaures. Ils s'imaginent être éternels. Ils ont toujours fait la pêche et les huîtres, et ils refusent de voir les problèmes qui les touchent aujourd'hui autrement que sous l'angle conjoncturel. Or, tel n'est pas le cas !

Outre le fait que la pollution et la surexploitation vont, à moyen terme, régler radicalement le problème de l'ostréiculture et de la pêche, dans l'immédiat, c'est le capitalisme, c'est-à-dire un processus de concentration dans la production, des injections massives de capitaux, une mécanisation toujours plus poussée, le salariat et la recherche obsessionnelle du maximum de profit dans un minimum de temps, qui va se charger de déblayer (au bulldozer) le paysage traditionnel des petites exploitations familiales. Et le fait que 20 000 personnes travaillent aujourd'hui directement ou indirectement dans ce secteur économique ne changera rien à l'affaire. D'une part, les CRS ont l'habitude de mater les « jacqueries » et, d'autre part, la mort lente ou rapide de la pêche et de l'ostréiculture fait par trop le bonheur des bétonneurs et des marchands de vacances qui auront plus de côtes à « aménager ». Alors ...?

Les choix à faire

Alors, ou bien les individualistes forcenés que sont les ostréiculteurs et les pêcheurs s'organisent et contrôlent collectivement la production et la vente, et ils survivront quelque temps, ou bien ils vont encore plus loin dans la prise de conscience, et en se battant contre la dégradation du milieu marin ils augmentent encore leur durée de survie, ou bien, comme les brontosaures, ils sont condamnés à disparaître du jour au lendemain de la surface du littoral charentais.

Dur ! Et quand on sait que les brontosaures, eux, au moins, allaient en bandes, pas besoin d'être devin pour annoncer que l'avenir s'annonce plutôt *destroy* !

Jean-Marc Raynaud

CHARENTE-MARITIME

Les couleurs pourpres d'Aytré

L'alternative réside-t-elle dans une pratique de gestion municipale entreprise par d'anciens gauchistes, ou doit-elle se donner des aspects extra-institutionnalisés ? Entre réformisme et révolution, la voie choisie à Aytré est pleine d'interrogations.

AYTRÉ, petit bourg aux abords de La Rochelle, est géré par un vieux paysan (Charentais et prudent) de gauche.

1971 : une équipe municipale conduite par le PC, avec en son sein des adjoints issus de la LCR dont les couleurs écologistes paraissaient plus sérieuses que le look écolo, bon teint, du voisin Crépeau (NdlR : maire radical de gauche de La Rochelle).

1983 : récidive de la liste d'Union de la gauche, conduite par un maire apparenté communiste et toujours trois petits lutins issus de l'extrême gauche.

1989 : deux listes en présence : la vraie, celle du PC, et l'autre, conduite par l'ex-petit lutin, qui sera élue.

Souvenez-vous de ces années de braises, qui nimbèrent d'utopie l'espace politique du grand peuple de « gôche ». Les désirs de changement se sont noyés dans la désunion électorale. L'alternative s'est décolorée sous les feux du réalisme quotidien. En Charente-Maritime, une petite ville a vécu ces riches heures d'ombre et de lumière des alliances électoralistes de toute la gauche désunie dans ses ambitions municipales.

Depuis 1971, vingt années d'espoir communiste se sont effilochées au contact du marasme stalinien national et départemental.

Les petits lutins de la IVe

Souvenez-vous, encore une fois, de ces strapontins offerts au petit frère agité du gauchisme... Surnageant au-dessus de la mare aux compromissions, des petits lutins qui s'éloignaient du sentier balisé par les barbus de la IVe Internationale, ont quitté les rivages du pouvoir pour s'atteler aux commandes municipales. L'extrême gauche devenue garante du bon fonctionnement des institutions, étonnant non ?

Militer utile, transparence des comptes, chasse à l'esbroufe cuturelle et urbaine, tel se présente le bilan globalement positif des enfants illégitimes du pourpre marxiste et de la cagouille écoloréaliste, ainsi élus à Aytré.

Ce vide politique, ce refus du politicien, a conduit l'équipe municipale à remplacer langue de bois par communication ciblée et écoutée ; la gestion à la va-vite et liée aux intérêts partitaires est écartée au profit du professionalisme bon teint qui gomme toute discorde sous la grisaille du consensus.

Mais ce vide à peine rempli par l'honnêteté mariée au professionalisme de la technocratie inodore et incolore, comment Aytré le vit-il aujourd'hui ?

Pas trop mal, ma foi... d'anar. Une mairie pointilleuse sur les questions budgétaires, des commissions de travail ancrées dans la réalité sociale et certainement écoutées par le conseil municipal, un journal - presque autonome - des vies de quartiers palpables, un refus de l'assistanat, un conseil de jeunes... le train-train de la vie communale. Du vécu ici ou là, des expériences réalisées un peu partout autour de nous, qui trouvent une concrétisation sur Aytré.

Qu'en faire ? Aytré brille-t-il des feux de la rampe de la joyeuseté communale ? On n'y vit pas plus mal qu'ailleurs. On y survit comme un peu partout...

Quelle alternative ?

Si l'alternative revient à ramener l'équation du changement au degré zéro de la magouille politicienne, pourquoi ne pas l'abandonner au pouvoir en place ?

Si l'honnêteté devient le fil à plomb du changement, pourquoi ne pas laisser les technocrates de tout poil gérer cette lourde machine à notre place ?

Quelle est l'alternative ? Montrer qu'au bout de quinze ans, des ex-gauchistes sont capables de... gérer la misère, se coltiner la vie associative, ne pas se noyer dans le marasme des budgets à long terme. Ceci est utile quand cet agir sert le projet révolutionnaire.

Montrer qu'on peut le faire... OK, OK... mais pas tout seul.

L'alternative s'éloigne du corporatisme social quand elle fait preuve d'une profonde volonté puis d'une réelle capacité à globaliser, à fédérer, à questionner, à confronter. C'est ce mouvement, ce désir d'aller toujours un peu plus en avant dans les pratiques sociales qui éloignent une honnêteté réformiste d'une cassure révolutionnaire. Car à part se faire plaisir - et au bout du compte ces plaisirs solitaires apparaissent bien enfantins - ou avoir pour seul objectif la politique du moindre mal, est-ce bien efficace ? Et, dans ces conditions, pourquoi briguer de si longs mandats sans aucun contrôle de la part des administrés.

En deux mots : à quoi sert de s'épuiser dans des tâches de gestion sociale (vie associative, communale, syndicale) si cela revient à servir les réformistes de tous bords ? Avoir raison seul dans le désert revient à risquer l'insolation, soit. Mais se coltiner les poubelles de l'histoire, c'est l'herpès assuré. Alors : alternative ou réalisme social ? Aytré et son équipe municipale n'ont pas tout à fait tranché. Emparons-nous du débat à Aytré ou ailleurs.

Thyde Rosell

Où joindre le groupe Bakounine de Charente-Maritime ?

Le groupe Bakounine de Charente-Maritime - dont les membres s'activent sur La Rochelle, Saintes et l'île d'Oléron - peut être contacté en écrivant à : ADIL, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél. : 46.76.73.10.

ARMEMENT

Thomson-CSF : le tueur sort de l'ombre

Le rapprochement décrété par Edith Cresson, le 18 décembre 1991, entre les activités industrielles du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de l'électronique civile de Thomson, en vue de constituer en face de géants japonais comme Toshiba un mastodonte, aura surtout permis une consolidation et une plus grande liberté de manœuvre pour Thomson-CSF, la branche militaire du groupe.

L'un des futurs projets de Gomez, patron du gang, est d'étendre l'assise de son groupe en Europe et bien au-delà, Etats-Unis compris. Et ceci au moment où le « marché de la défense » connaît un phénomène de rétraction important et où l'Etat, donc, sera appelé de plus en plus souvent à renflouer les caisses.

Son chiffre d'affaires fut estimé, pour 1990, à 37 milliards de francs, ce qui en fait le n°2 mondial derrière l'Américain Hughes ; c'est aussi un bénéfice net de 2,35 milliards pour 1991 (40 000 employés). On « comprend » que Gomez respire un peu mieux depuis qu'on a coupé sa mauvaise branche électronique, qui accusait une perte de 2,7 milliards.

Trusts mortels

Bataille de franc-tireur pour ce grand assassin qui a racheté les activités défenses de Philips, créé un groupement d'intérêt économique (GIE) avec GEC-Marconi dans les antennes actives de radars pour avions de combat, s'est allié à Ferranti dans les sonars et àPilkington dans l'optronique. Et le carnage n'est pas terminé : 14 entreprises se partagent 50% de l'activité militaire sur l'ensemble du globe.

Thomson-CSF va certainement racheter quelques départements de la division défense de l'Américain LTV, dont la branche défense et aérospatiale dispose d'un carnet de commandes estimé à 5 milliards de dollars, mais qui accumule les déficits (19,3 millions de dollars en 1990).

En même temps, afin de dissiper quelque peu son image de grand méchant loup (dans les cocktails militaires, cela fait un peu voyou !) des alliances sont entrevues, avec Aérospatiale notamment. Les deux sanguinaires ont en projet les missiles anti-missiles balistiques, couvés des yeux par Pierre Joxe. Le grand spadassin verrait d'un mauvais œil la constitution d'un pôle de défense surpuissant.

Edith a sûrement voulu faire deux coups : résister aux « fourmis » et permettre à son groupe de devenir n° 1 de l'armement en Europe. Pour qui sera la pierre ?

Groupe de Rouen

Associations

SOIRÉE-REPAS EN SOUTIEN A « DES LIBERTAIRES ÉDITENT »

Pour commencer l'année en toute cordialité, et en vue d'exposer ses actions et projets, l'association « **Des libertaires éditent** » organise une soirée-repas **le samedi 18 janvier, à partir de 19 h 30, au 20, avenue Weber (M° Quatre-Chemins), 93500 Pantin** (c'est à 3 minutes de la porte de la Villette).

Pour une meilleure organisation de la soirée, retenez en téléphonant à Jean-Pierre et Françoise au **43.61.13.06** (répondeur). Frais de participation : 100 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de Rufo ou CCP 2 167 01 A Paris).

« L'ENVERS DES MÉDIAS »

Le Collectif d'information et de réflexion sur les médias s'est constitué en janvier 1991 au moment de la guerre du Golfe. Ce collectif édite un bulletin, *l' Envers des médias*, (abonnement à l'ordre du bulletin : 100 F par an).

Le collectif intervient, par ailleurs, à l'occasion de débats. En outre, il travaille en liaison avec Canal Déchaîné, collectif de vidéastes. Actuellement, le collectif s'est engagé dans l'« *Appel de journalistes contre l'extrême droite* », qui vise à protester contre la complaisance dont font preuve certains journalistes vis-à-vis du Front national et autres groupements fascistes.

Collectif d'information et de réflexion sur les médias, 9, rue Cadet, 2e étage (M° Montmartre ou Cadet), 75009 Paris. Tél. : 48.24.19.19.

CNT-AIT : PRISE DE CARTES 1992

La CNT de la région parisienne organise sa prise de carte annuelle le samedi 18 janvier de 15 h à 18 h, au **33, rue des Vignoles, 75020 Paris.**

Nouvelles du front

FRANCE - ITALIE : JUMELAGE MILITAIRE

Un accord de jumelage a été conclu à la fin de l'année dernière entre le Commandement militaire de l'Ile-de-France et la Région militaire centrale italienne. Ce jumelage a été marqué solennellement par une prise d'armes à l'hôtel des Invalides. Les Italiens rendront la politesse cette année, à Rome. Le rapprochement entre les armées d'Europe de l'Ouest n'en est qu'à ses débuts. Une armée européenne n'est certainement pas pour demain...

RUSSIE - UKRAINE : DÉPEÇAGE DE L'ESKADRA

L'Eskadra (l'ex-marine de guerre soviétique), plus précisément la flotte de la mer Noire, est l'objet d'âpres discussions entres Russes et Ukrainiens. L'accord de Minsk entre les trois Etats slaves de l'ex-URSS prévoyait la mise en commun des forces stratégiques (les armes nucléaires notamment). Le désaccord entre Elstine et Kravtchouk repose sur la différence d'appréciation sur ce point : quels bâtiments sont stratégiques et lesquels ne le sont pas ? En toile de fond, l'accès aux mers chaudes qui elles, forcément, ne sont pas prises par les glaces en hiver. En outre, pour Eltsine et Kravtchouk, l'enjeu est de taille : faire face à l'énorme VIe Flotte américaine en Méditerranée qui dispose d'armes nucléaires.

JEUX OLYMPIQUES D'ALBERTVILLE : L'ARMÉE VEILLE !

Du 8 au 23 février, auront lieu, pour ceux qui l'ignoreraient, les JO d'Albertville. Pour veiller à la sérénité de cette manifestation, les troupes alpines vont patrouiller le long des crêtes. La gendarmerie va surveiller les 1 600 km^2 du site olympique. Espérons que « nos » piou-pious ne confondront pas l'épreuve de saut à skis avec un exercice de tir. Nos sauteurs à skis, truffés de plombs au lieu d'être couverts de médailles, ça ferait désordre...

INITIATIVE

Le Fun club du RMI

L'avènement de l'autogestion de la misère suppose une participation active, et avec le sourire, des RMIstes au bon fonctionnement des mécanismes d'exclusion de la richesse sociale...

Cela suppose aussi la pérennisation du mensonge de l'insertion. L'insertion participe de la gestion des déchets économiques de la croissance.

Cependant, la nécessité de normalisation et d'acceptation de la vie réduite au strict minimum conduit à une hypocrite valorisation de l'image de marque des RMIstes, image reflétée sur eux-mêmes pour consolider l'idée d'une nouvelle classe sociale en gestation avec toutes ses inutiles implications politiques, et pour faire oublier le principal problème : le partage des ressources du pays !

Le Fun club du RMI souhaite collaborer activement au grand projet national d'autogestion de la misère en le dévoilant pour une utilisation abusive. Déjà à Marseille, une réduction de 50% sur la facture EDF est possible, il suffit de déclarer à EDF que l'on est dans l'impossibilité de payer, les services sociaux se chargent du reste.

Il ne faut pas oublier qu'un droit ne se mendie pas, il se prend ! Alors, n'oubliez pas l'Allocation logement de solidarité, la prise en charge totale de vos frais d'« insertion » par le fonds d'aide à l'insertion.

La santé gratuite est obtenue en demandant son affiliation à la mutuelle chargée de la couverture des RMIstes. Renseignez-vous auprès des services sociaux ou des préfectures.

Bien que non saisissable légalement, le RMI, une fois versé sur un compte, peut être saisi en totalité par le Trésor Public en cas de dettes publiques. Ce dernier vous répondra sans rire que seul le compte a été saisi et non le RMI. Face à ce cynisme, le paiement par lettre-chèque est une solution.

Le Fun club du RMI cherche à faire payer par tous les moyens la survie à ceux qui espèrent nous voir nous taire. Il demande aux lecteurs de lui envoyer les Programmes départementaux d'insertion (le Fun club a déjà celui des Bouches-du-Rhône). Adressez-les au Fun club du RMI, 111, rue du Rouet, 13008 Marseille.

Maurad (gr. Ascaso-Durruti - Marseille)

ÉCHOS PACIFISTES BELGRADOIS

Le national-communisme serbe

Alors que la guerre est toujours aussi réelle dans ce qu'il est convenu d'appeler la « défunte Yougoslavie », et ceci malgré les prétendues tentatives européennes et onusiennes pour régler le conflit serbo-croate, « le Monde libertaire » a reçu les deux articles reproduits ci-dessous.

Envoyés directement de Belgrade par Ivan Tomic, ils nous permettent de prendre, avec plus d'acuité, la mesure des réalités qui se jouent sur le terrain, et notamment cette chasse aux déserteurs, aux pacifistes et autres rétifs à la mobilisation générale qui est entamée par le pouvoir.

ETRANGEMENT, la vie poursuit son cours normal à Belgrade, comme si à moins de 150 kilomètres de là des combats violents n'avaient pas lieu. Officiellement, la République de Serbie n'est pas en guerre. Et pourtant, n'est-ce pas Slobodan Milosevic, Président de cette même république, qui a signé avec les autres protagonistes de la guerre le quatorzième cessez-le-feu à Genève, tout comme les précédents, qui ne sont d'ailleurs jamais entrés en vigueur ne serait-ce que quelques secondes ? Il est aisé de jouer avec les mots, le pouvoir national-communiste serbe en est expert ; sa propagande vulgaire fait quotidiennement des ravages dans la population serbe.

Selon les dires de Slobodan Milosevic, la Serbie ne fait que se soucier des Serbes de Croatie (600 000 environ, représentant 12% de la population de Croatie) menacés, soi-disant, de génocide ! Le pouvoir serbe a plongé sa population dans un mauvais film : celui de la Seconde Guerre mondiale. Ayant quasiment pris le contrôle de l'ancienne armée fédérale, demeurée communiste, il justifie sa guerre de conquête territoriale par la lutte contre le fascisme. Pour le bonheur de son peuple, Slobodan Milosevic orchestre la répétition ou la poursuite de l'insurrection communiste de 1941 !

Les erreurs croates

Il ne faut pas oublier cependant, à l'origine, les erreurs commises par le nouveau gouvernement croate (dominé par la très conservatrice Communauté démocratique croate) issu des élections libres du printemps 1990, vis-à-vis de la minorité serbe de Croatie. Franjo Tudjman et son mouvement politique nationaliste ont voulu établir une démocratie exclusivement croate en niant les minorités nationales vivant en Croatie. Les droits de la minorité serbe, notamment, ont été sérieusement remis en cause. Après 1945, les Serbes avaient bénéficié en Croatie de canaux spécifiques de promotion sociale ; ils avaient pénétré en nombre dans les structures du pouvoir et surtout dans l'appareil répressif et l'administration. C'est par cette participation au pouvoir, toujours détenu par les Croates, que la minorité serbe avait été pacifiée après la perpétration d'un génocide, véritable celui-là, mené, contre elle, entre 1941 et 1945. L'Etat fantoche croate, dirigé par Ante Pavelic et établi par les nazis en avril 1941, avait décidé d'exterminer un tiers des Serbes de Croatie, de convertir au catholicisme un autre tiers et d'expulser du sol croate le dernier tiers.

Une fois arrivé au pouvoir, Franjo Tudjman a détruit les équilibres atteints depuis 1945. La suite est maintenant connue. Là où ils vivent de façon compacte (dans la Krajina essentiellement) les Serbes ont entravé l'installation du nouveau pouvoir croate. Depuis l'été 1990, le conflit entre milices serbes et forces de l'ordre croates était latent. Il n'a pas tardé à se transformer en conflit généralisé. Le pouvoir national-communiste de Belgrade s'est empressé d'instrumentaliser le sort de la minorité serbe, car cela découlait tout simplement de sa logique de survie. Le parti de Slobodan Milosevic, qui a obtenu les trois-quarts des sièges aux élections législatives de Serbie en décembre 1990 ne peut se maintenir au pouvoir que par la surenchère nationaliste. Il n'a quasiment pas de programme économique et social car la mise en place de réformes économiques mettrait un terme à sa domination.

Le comportement du pouvoir serbe est d'autant plus inacceptable qu'il a lui-même supprimé en grande partie les droits des minorités vivant en Serbie, notamment la minorité albanaise, majoritaire à 90% dans la province du Kosovo, et la minorité hongroise de Voïvodine. Plus particulièrement, il refuse à la minorité albanaise le statut de République ou un simple statut d'autonomie politique,en se basant sur le droit historique (le centre de l'Etat médiéval serbe se trouvait au Kosovo) alors qu'il défend la même chose pour la minorité serbe de Croatie qui s'est constituée en plusieurs régions autonomes, chacune ayant son propre gouvernement, en se basant dans ce cas, sur le droit ethnique.

La Grande Serbie plus que jamais d'actualité

Dans cette guerre, la Serbie ne s'intéresse pas uniquement aux territoires peuplés à plus de 50% par les Serbes, elle a clairement manifesté sa volonté de faire tomber la Slavonie où ne vivent que 20% de Serbes. Cet intérêt pour la Slavonie n'est pas innocent ; outre le fait qu'elle est une région agricole riche, la Slavonie permet de relier la Krajina plus à l'ouest à la Serbie. En agissant de la sorte, la Serbie et l'armée « fédérale » ne permettent même pas de régler la question serbe de Croatie puisque seulement un tiers des Serbes de Croatie vivent dans les territoires convoités ; les autres Serbes vivant dans les grandes villes de Croatie et notamment à Zagreb où ils sont 100 000 environ.

Depuis déjà plusieurs années, règne en Serbie une paranoïa collective : la Serbie serait la victime d'un complot international liant pêle-mêle le Vatican et le Komintern. L'impérialisme allemand est dénoncé aujourd'hui sans distinction avec celui des années 30, lorsque Hitler avait développé le concept d'espace vital pour l'Allemagne. Les idéologues nationalistes serbes ont décrété que le peuple serbe est le peuple qui a le plus souffert dans l'Histoire, avec les Juifs ! A cet égard, nous pouvons souligner le rapprochement entre la Serbie et Israël. Nationalistes serbes et israéliens ont certainement de bons procédés à s'échanger dans le domaine de la répression des nations dérangeantes ! Cette paranoïa est entretenue quotidiennement par la télévision, la radio et la presse à la solde du régime. La majorité de la population serbe soutient aujourd'hui la guerre (52% selon un sondage du mois de novembre, réalisé par l'Institut d'études politiques de Belgrade).

L'opposition à la guerre en Serbie se manifeste de diverse manière. Elle est avant tout le fait des réservistes appelés à la rescousse pour « défendre les intérêts du peuple ». Depuis le mois de septembre dernier, plusieurs vagues de désertion massive se sont succédées. Mais les déserteurs en question n'ont pas pour autant dénoncé la guerre en tant que moyen primitif de régler les questions politiques ; leurs reproches concernaient surtout le manque d'organisation de l'armée, l'improvisation totale sur le front, l'inexistence d'objectifs de guerre précis... Les réservistes qui ont quitté le front au mois de novembre et début décembre réclamaient avant tout à être relevés après avoir passé 45 jours sur le front comme le définissent les règlements militaires. C'est ce qu'exigeaient par exemple, il y a une semaine, environ 1 000 réservistes de Kraljevo, mais de façon plus radicale, puisqu'ils demandaient au ministre de la Défense serbe, Tomislav Simovic, et aux officiers planqués de Belgrade et autres (plus de 50 000) d'aller faire leur guerre eux-mêmes !

A côté de ces désertions collectives aux revendications diffuses, s'est développé séparément un mouvement pacifiste à Belgrade. Ce mouvement ne représente que quelques centaines de personnes : le Centre des actions contre la guerre compte essentiellement des femmes et des hommes d'un certain âge ; les jeunes en sont totalement absents. Ce centre a été fondé en juillet 1991 par l'Association pour une Initiative démocratique yougoslave (UYDI), le Mouvement européen yougoslave, le Parlement des femmes, le Parti des femmes, le Parlement d'Helsinki des citoyens... Les pacifistes belgradois jusqu'à maintenant n'ont organisé que des actions d'ordre symbolique, ils ne se sont pas efforcés d'élargir leur mouvement en occupant la rue, par exemple. Le cercle d'intellectuels le constituant semble se suffire à lui-même. A Belgrade, aucune manifestation de rue et encore moins de projet de grève générale contre la guerre ne sont envisagés !

Le pouvoir belliciste et destructeur de Slobodan Milosevic ne rencontre finalement pas grande opposition dans la société. L'opposition parlementaire est complètement marginalisée et divisée. Le Parti démocratique refuse la voie extra-parlementaire pour renverser Milosevic, alors que le Mouvement serbe du renouveau (SPO) semble être disposé à l'utilisation de cette voie. Vuk Draskovic, leader du SPO, est le seul chef de l'opposition à s'être déclaré radicalement contre la guerre mais il est aussi un ardent défenseur de l'idée de créer une armée spécifiquement serbe. Et n'oublions pas que son mouvement a contribué à la montée du nationalisme et de la haine.

En se battant pour la création de la Grande Serbie, qui par essence ne pourra être qu'un Etat dictatorial, Slobodan Milosevic, appuyé par les fascistes serbes, contribue à la destruction de la Serbie, aujourd'hui complètement isolée du monde, et demain encore plus pauvre.

Ivan Tomic
Belgrade, le 17 décembre 1991

La chasse aux déserteurs

LE pouvoir national-communiste serbe ainsi que tous ses valets (académiciens, écrivains, et autres intellectuels irrationnels) s'acharnent, chaque jour, à expliquer crûment que la Serbie est en guerre (guerre toujours non déclarée !) contre le fascisme, et qu'elle résiste au IVe Reich germanique naissant ! Comme si les régimes fascistes ou nazis sévissaient toujours en Allemagne, en Autriche et en Italie. L'Histoire, en Serbie, s'est arrêtée aux années 1930-1940 pour les seuls objectifs de la propagande nationaliste serbe. Slobodan Milosevic et son parti (le Parti socialiste serbe qui, il y a un an, proposait aux électeurs serbes un niveau de vie à la suédoise et avant tout la paix !) seraient-ils alors, dans la logique des choses, les défenseurs de la démocratie ? A vrai dire, les nationaux-communistes ne s'aventurent pas trop à user du terme « démocratie » tant le caractère autoritaire de leur domination est frappant.

En fait, à regarder de plus près, il semble bien que c'est la Serbie qui se fascise aujourd'hui. Il suffit d'observer la montée du mouvement nationaliste depuis 1987 (l'année du putsch de Milosevic au sein de la Ligue Communistes Serbe) pour s'en rendre compte : culte de la personnalité, affirmation de valeurs d'exclusion, production d'ennemis intérieurs et extérieurs, appui sur l'armée et l'Eglise... Les pratiques ouvertement fascistes de certains partis (Parti radical serbe à la tête duquel se trouve l'ignoble Vojislav Seselj, etc) sont tout autant inquiétantes. Les locaux des pacifistes, des réformistes de la télévision Yutel ont été saccagés par des bandes de jeunes d'extrême droite et, dans le cas de Yutel, des membres des Aigles Blancs, groupe fasciste lié au parti du Renouveau national serbe (SNO) ont été reconnus. Vojislav Seselj a salué ces actes de vandalisme à plusieurs reprises et a estimé que les auteurs de ces descentes avaient exprimé la pensée d'un grand nombre de Serbes ! D'ailleurs Seselj ne cesse de répéter, sans aucune inquiétude, qu'il faut exterminer les pacifistes - traîtres à la nation (*izdajnici naroda*).

Cette vague de violence n'est probablement qu'un signe annonciateur d'actions encore plus dévastatrices. Demain, ce seront les extrémistes du front qui viendront faire le ménage à Belgrade et tuer toute pensée différente à la leur. La militarisation d'un certain nombre de partis, dont le Parti radical serbe, représente un réel danger pour l'avenir de la vie politique en Serbie. En cas de défaite de l'armée « fédérale » et des volontaires serbes, les nationalistes extrémistes s'empresseront de trouver des boucs émissaires et de les liquider. La Croatie, elle-même, n'est pas épargnée par ce phénomène avec l'existence du Parti croate du droit, et de sa milice armée (10 000 hommes environ). Si je suis alarmiste, c'est parce que 15% des électeurs serbes, selon un sondage récent, se déclarent prêts à voter pour le parti de Seselj.

« En cas de défaite de l'armée "fédérale" et des volontaires serbes, les extrémistes nationalistes s'empresseront de trouver des boucs émissaires et de les liquider. »

Il y a quelques jours encore, la répression contre les déserteurs ne touchait que quelques officiers. Aujourd'hui, elle s'abat sur les simples réservistes. Dans la ville de Kragujevac, ainsi que dans d'autres villes de la Sumadija (cœur de la Serbie), les autorités militaires ont décidé d'afficher les noms des déserteurs et de ceux qui refusent de combattre dans les rues des villes, à l'intérieur des immeubles... Plusieurs centaines de noms ont été publiés dans la presse locale. Dans le district de Kragujevac, plus de 6 000 noms apparaîtront ainsi sur des affiches. De surcroît, les employeurs des « traîtres » et « lâches » ont reçu des directives de l'armée : ils devront renvoyer les réservistes qui n'ont pas répondu à l'ordre de mobilisation. A Kragujevac et dans les communes environnantes, plus de 600 réservistes ont été poursuivis en justice. A Valjevo, ville tenue par l'opposition, les réservistes-déserteurs protestent presque quotidiennement contre la mobilisation. Sur 6 500 personnes mobilisées, 3 000 seulement ont pris le chemin du front. Les déserteurs de Valjevo aimeraient savoir notamment où se cachent les « fils à papa » et pourquoi seuls les fils d'ouvriers et de paysans doivent répondre à la mobilisation. Des procès contre des déserteurs ont déjà eu lieu à Belgrade, à Nis... En désobéissant aux autorités militaires, les réservistes encourent des peines de un à dix ans de prison. Jusqu'à maintenant, cependant, les tribunaux militaires ont manifesté une certaine souplesse à l'encontre des simples réservistes en les condamnant à payer une amende. La conciliation de ces tribunaux s'explique surtout par le fait que près de 20 000 hommes ont refusé la mobilisation. En outre, on estime que près de 150 000 personnes ont quitté la Serbie pour fuir la mobilisation et la guerre. La Serbie se transforme progressivement en Etat policier, et les appels à la délation et au lynchage en sont des exemples révélateurs.

Slobodan Milosevic ne donnera jamais une définition du fascisme à ses compatriotes car s'il le faisait il dévoilerait tout simplement les tendances fascistes de son propre régime. Il n'a d'ailleurs pas pour habitude d'expliquer à son peuple ses décisions... Les citoyens de son pays ne sont qu'une chair à canon potentielle ; en Serbie, la vie n'a plus de prix.

I. T.
Belgrade, le 22 décembre 1991

Ciné sélection

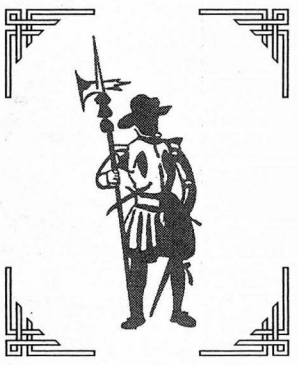
Ciné-bilan ou main basse sur la ville

De spectacle forain qui voyageait dans les campagnes au début du siècle, le cinéma est devenu une pratique essentiellement urbaine. Les années 1910 donnent au cinéma un aspect populaire que les autres arts ou spectacles n'offrent pas : spectacle à prix modique, salle contenant de 1 000 à 2 000 fauteuils, conditions de confort supérieures à celles des logements des quartiers ouvriers, notamment à l'arrivée de l'électricité. L'architecture des salles et l'organisation des places se veulent plus « démocratiques » qu'au théâtre : pas de tenue de soirée obligatoire, pas de loges... 1949 verra la ruée vers les cinémas. Après guerre, très exactement entre 1949 et 1957, la moyenne annuelle de fréquentation en France sera de 400 millions d'entrées. A partir de 1958, une forte chute de la fréquentation s'amorce sans interruption jusqu'en 1987. La fréquentation se stabilise autour de 120 millions depuis. La diffusion massive de films par la télévision est fréquemment évoquée pour expliquer cette désaffection. Qu'en est-il ? En 1991, les 336 salles parisiennes ont accueilli 27,3 millions de spectateurs, quand 4561 salles de l'Hexagone en recevaient 122 millions, soit 12,7 entrées par an et par habitant à Paris et 2,2 seulement pour la France entière. La crise du cinéma ne vient pas de la télévision, qui est un épiphénomène, mais de la profonde mutation des villes et cela à un niveau européen et même international. Une ville comme Paris voit, dans les années 60, mourir ses salles de quartier et surgir de véritables quartiers de salles. Contrairement aux salles de quartiers où l'on se rendait à pied en descendant de chez soi, les quartiers de salles imposent un moyen de transport. On casse les grandes salles de plus de 1 000 places pour les transformer en multi-salles de 200 ou 300 salles permettant le licenciement des personnels de caisse, des ouvreuses et des projectionnistes, bientôt remplacés par des cabines automatiques. Le dépeuplement de Paris est constant et le mouvement des couches populaires vers la banlieue est massif. L'exode urbain coïncide avec le moment où le prix des postes de télévision baisse et les foyers modestes s'équipent en matériel hi-fi, vidéo, grévant ainsi la part du budget qui était destinée aux loisirs. (A noter qu'aujourd'hui avec les modalités de production télévisuelle, taxes et impôts spéciaux sont reversés dans la production cinématographique, la fée du logis finance en partie le cinéma et en est aujourd'hui la meilleure vitrine promotionnelle.) Le prix des places ne cesse d'augmenter, même si depuis deux ans, les grands trusts de distribution ont proposé des moyens de réservation des places (ah, l'attente devant les guichets le samedi soir !) ou des cartes de fidélité. La disparition des cinémas itinérants et forains a sacrifié le public des campagnes. La spéculation foncière a permis la transformation sociale du public : cadres supérieurs, cadres moyens, étudiants, jeunes jusqu'à la naissance du premier enfant. La transformation du public a eu des conséquences sur le contenu et l'esthétique des films. Au Jean Gabin populaire de *La Belle équipe* ou cheminot de *La Bête humaine*, se substitue le Gabin patron ou propriétaire terrien des années 60 dans *Les grandes familles* ; les jeunes cadres dynamiques, cadres moyens, PDG des films de Claude Sautet seront les prototypes des héros du cinéma des années 70-80. Les 300 millions de spectateurs perdus depuis 1957 sont les exilés en bvanlieue, les exclus du droit au logement, les chômeurs, les ouvriers, les paysans en faillite. Bref, les forces vives. Crise du cinéma, avez-vous dit ? Non. Main basse sur la ville, voilà la vérité !

1991, quelques chiffres : *Danse avec les loups* : 1 404 000 d'entrées en 41 semaines. *Terminator 2* : 1 113 000 d'entrées en sept semaines. Les recettes du cinéma proviennent des films en salles de 80 à 100%, de la télévision de 15 à 75% et de la vidéo de 0 à 15%. La guerre du Golfe, pendant toute sa durée, a fait perdre 20% de la fréquentation. Moralité : le crime de guerre ne paie pas !

Laura L. de « Fondu au noir »

Les choix du hallebardier



Grand' peur et misère du IIIe Reich, ou La Vie privée de la race supérieure **de Berthold Brecht, avec Sarah Sanders, Rémy Kirch, Gérard Maro, François Prévaud. Mise en scène Jean-François Prévaud. A la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine (M° Blanche), 75009 Paris. Du mardi au samedi à 21 h. Le dimanche à 15 h.**

Quincaillerie**, théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes (M° Château-de-Vincennes). Une navette est à disposition. Tous les soirs à 20 h 30.**

Maloka Compilation en soutien au « Local » de Dijon

Maloka et le groupe de la Fédération anarchiste de Dijon sont heureux de vous annoncer la sortie d'une cassette-compilation de 60 minutes en soutien au « Local », lieu autonome et autogéré, où l'on peut trouver un bar, de la bouffe, une librairie, des disques, des zines... et des débats. Sur cette cassette, on trouve 16 groupes, dont Political Asylum (GB), Mushroom Attack (Hollande), Attentat Sonore, Kochise... et d'autres, au style allant du reggae au hard-core en passant par le punk.
Vous pouvez vous la procurer à Maloka/GREL, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon au prix de 25 F (chèques à l'ordre de Maloka).

TLP-DEJAZET

Font et Val, le retour

14 janvier - 16 février

Pétants de forme, les deux compères anarchisants sont de retour au TLP-Dejazet, depuis le 14 janvier, et ceci jusqu'au 16 février !

Pour les amateurs, une aubaine. Que dis-je ? Une bonne occasion ! L'un, Font sous la bouche, l'autre, Val, affirme « *qu'il n'y a pas que le sexe dans la vie, mais aussi... le sein* ». Alors, il ne faut plus hésiter, si vous les avez ratés avant Noël, un cadeau est nécessaire pour ce début d'année, courez à *Connard-Land*.

Cela coûte 135 F. Spectacle du mardi au samedi à 20 h 30 et le dimanche 16 février à 15 h 30.

Si vous y aller en bande, c'est moins cher : 110 F ; de même pour les porteurs de cartes de Radio- Libertaire.

Le TLP-Dejazet se trouve rue du Temple, au 41 et non au 69, métro République !

A. D.

POLARS

Prémonitoire ?

On connaît, de Per Wahlöö et Mal Sjöwall, la série des Martin Beck, disponible dans la collection 10/18 : *L'Assassin de l'agent de police*, *Les Terroristes*, *L'Abominable homme de Säffle*... Des romans policiers conçus comme autant de dénonciations de la société suédoise... Une société où tout n'est pas rose, en dépit des apparences, et qui possède, c'est très révélateur, le plus fort taux de suicide au monde.

Mais Per Wahlöö (1926-1975) a écrit d'autres romans sans son épouse, inédits en France jusqu'à ces dernières années. Dans *Meurtre au 31e étage* (éd. le Mascaret) l'enquête policière, plus encore que dans la série des *Martin Beck*, n'était là qu'un prétexte pour observer l'évolution d'un pays qui ressemble par bien des aspects au nôtre. Malheureusement peu remarqué des lecteurs français, ce roman, que l'on peut classer parmi les ouvrages de politique-fiction, ne manquait pas d'être inquiétant. *Arche d'acier*, qui vient de paraître (toujours aux éditions du Mascaret) lui fait suite. L'action se situe au même endroit (la Suède, la France, les Etats Unis, ailleurs ? On ne sait trop) dans un régime démocratique. Une drôle de démocratie, en fait. Un gouvernement d'Entente règne, s'appliquant, à l'aide de méthodes autoritaires, à résorber les multiples maux que l'abondance matérielle ne suffit pas à camoufler : alcoolisme, suicides, agressions... La contestation gagne la population. Le gouvernement imagine alors de mettre la science au service de l'ordre, son ordre, bien entendu.

Meurtre au 31e étage s'intéressait aux conditions dans lesquelles s'élabore la presse dans les pays occidentaux. *Arche d'acier*, bien que publié initialement en Suède en 1964, traite d'un sujet également fort actuel : une mystérieuse épidémie semble se répandre, que le gouvernement utilise afin de resserrer son étau sur la population. De quoi réfléchir, à l'heure où le SIDA fait les gros titres des journaux.

Deux très bons livres, donc, centrés sur le commissaire Jensen, un flic consciencieux comme ce n'est pas permis... même, et surtout, dans un pays autoritaire ! Regrettons toutefois que l'éditeur semble fâché avec l'orthographe suédoise et qu'il commette une nouvelle fois (après *Meurtre au 31e étage*) une faute dans le propre nom de l'auteur (le « h » est avant le « l » dans Wahlöö !).

Thierry Maricourt

DISQUE

« Dragon libre » Molodoï

Encore eux ! Revoici (déjà !) les Molodoï, avec un troisième album : *Dragon libre*. Après *Irrécupérables* et le maxi *En avant*, c'est à une longue ballade, des rues de Belfast aux rives du Mékong, des bidonvilles de Lima aux plages d'Okinawa en faisant un détour dans nos banlieues à l'abandon que nous convie l'un des groupes français les plus remuants.

Moins de slogans rageurs comme du temps des Bérurier Noir, dont François est l'ex-chanteur et parolier, mais des textes plus fouillés, abordant des sujets rarement évoqués dans le rock hexagonal : l'Asie et ses cultures, le problème des Harkis, l'avenir plus qu'incertain des nouvelles républiques de l'Est (« *Peuples perdus sans idéaux / A l'aube d'une nuit des longs couteaux* »), le tout soutenu par un punk-rock dynamique. François et son gang ne prétendent pas apporter des solutions (est-ce le rôle d'un groupe de rock, d'ailleurs ?) mais se posent des questions sur la vie en société et sur le monde en général, bousculant les paradis en « -isme » au risque de faire grincer quelques dents au passage...

Pour Molodoï, il n'y a pas les gentils et les méchants. Les idéologies totalitaires ne peuvent se hiérarchiser dans l'horreur en fonction de la couleur de leur étendard. Chemises noires et drapeaux rouges se voient relégués dans la même poubelle... Il n'est pas de sauveur suprême et, de l'Irlande du Nord au Pérou, ni l'Etat ni la guérilla ne se soucient des mômes nés dans la guerre et la misère.

Molodoï raconte des histoires piquées dans le quotidien et revendique le droit au doute, voire à la contradiction. Ce qui emmerde les bons apôtres distributeurs d'étiquettes, pour qui aucune tête ne doit dépasser, surtout si elle n'a pas la coupe de cheveux réglementaire ! Ambigu pour les gauchos, trop rouge pour les fachos, Molodoï continue son petit bonhomme de chemin en toute indépendance...

Se laissant aller à rêver d'une « *Fédération des Peuples solidaires* », alternative aux « *Champignons nucléaires* » (*Nations en flammes*) espérant, malgré tout, en un « *Mouvement de la jeunesse* » qui briserait « *Les chaînes, les ghettos et la haine* » (*Graine de violence*) refusant le désespoir et la résignation, prônant juste la fête et l'amitié... tout simplement !

A découvrir d'urgence, en ces temps de morosité et de *cocooning* stérile !

Gil

THEATRE DE DIX HEURES
SARCLORET
11 février au 21 mars
22 h
36, bd de Clichy (M° Pigalle), 75018 Paris. Tél. : 46.06.10.17.

TLP DEJAZET
LACOUTURE
13 - 20 - 27 janvier et 3 février
41, bd du Temple (M° République), 75003 Paris. Tél. : 42.74.20.50.
Prix : 100 F (collectivités : 80 F).

RENDEZ-VOUS

LAGNY-SUR-MARNE
Un collectif antifasciste se constitue. Si vous êtes intéressés, contactez les membres du groupe Eugène-Varlin de la FA le dimanche matin, sur le marché de Lagny ou écrivez aux Relations intérieures, qui transmettront.

LYON
L'Union locale diffuse son émission « Idées Noires » le mercredi de 21 h à 22 h sur Radio-Canut (102.2 FM).

NÎMES
Le groupe Henri-Marius invite toutes les personnes intéressées par nos idées à assister à la réunion publique qui aura lieu au Centre culturel Pablo-Neruda de Nîmes le samedi 18 janvier à 15 h, dont l'animateur sera Philippe Pelletier. Le thème de cette réunion sera : « Ce que veulent les anarchistes ». Une table de presse sera présentée. Entrée libre.

PARIS
Après quelques mois de mise en sommeil, le groupe Voline tente de se reconstituer sur l'ensemble parisien. Il se propose d'œuvrer sur les questions liées aux mal-logés. Pour le contacter, écrivez à : Gr. Voline, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

SUCY-ORMESSON
Il existe une liaison FA et un collectif antifasciste sur Sucy-Ormesson. Pour les contacter, écrivez aux Relations intérieures de la FA (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

TOURS
Le groupe Maurice-Fayolle de la FA tient une table de presse chaque mardi de 11 h à 14 h à la faculté de Lettres, rue des Tanneurs, au 1er étage, entre le hall d'accueil et la cafétéria.
Le groupe a engagé, d'autre part, une série de soirées de réflexion sur « quelle alternative pour l'an 2 000 ? », qui sont ouvertes aux militants et sympathisants. Ecrivez-nous pour obtenir l'adresse du local et les dates des prochaines soirées.
Groupe Maurice-Fayolle c/o FA, BP 2114, 37021 Tours cedex.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 30 de la revue *Infos et Analyses libertaires* de Perpignan est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 15 F. Vous pouvez aussi en disposer en écrivant à *Infos et Analyses libertaires*, BP 233, Perpignan cedex.

PRESSE
Le n° 2 de la revue *Noir* (organe de L'Union régionale Méditerranée) est disponible au prix de 10 F (port compris) et 50 F l'abonnement pour 6 numéros aux adresses suivantes :
- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) : cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon ;
- ADCL : 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

PRESSE
Le n° 85 (janvier 91) de *Contre Vents et Marées* est paru. Vous pouvez vous le procurer pour 5 F (50 F l'abonnement) en écrivant à l'association « Contre-Courants », la Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

CALENDRIER 1992 « ITINÉRAIRE »
La revue *Itinéraire* a édité un calendrier pour l'année 1992 en quadrichromie : quatre pages ornées d'illustrations sur Ricardo Flores-Magón, Emma Goldman, Pierre-Joseph Proudhon. Un exemplaire sera envoyé gratuitement aux abonnés de la revue. Pour les autres, ce calendrier est en vente à la librairie du Monde Libertaire ou à commander à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
Prix de vente : 10 F (frais de port non inclus).

SALMIGONDIS SOCIALISTES

Grève de la faim illimitée contre la « double peine »

VINGT-SEPT personnes sont en grève de la faim depuis le 2 janvier 1992 pour en finir avec la « double peine ». Après deux ans de lutte, la situation a peu évolué. Comme pour les déboutés, le gouvernement a promis des améliorations et en fin de compte, on ne voit rien venir. La grève de la faim est donc apparue comme le moyen le plus adéquat pour faire bouger les pouvoirs publics et politiques, pour obtenir notamment le moratoire et le sursis à exécution des expulsions déjà prononcées.

La grève de la faim n'est pas seulement le fait de membres du comité mais de personnes touchées qui sont aujourd'hui en prison. Le cas d'Ahmed, emprisonné à Fresnes, vivant à Nantes en est le symbole : « *Le 2 janvier 1992, j'ai prévenu le directeur de la Division 1 de Fresnes que j'entamerai une grève de la faim... cette grève sera illimitée, car je pense qu'elle est juste ; beaucoup de mes compatriotes originaires du Nord de l'Afrique sont injustement expulsés de cette terre d'enfance où nous avons nos parents, frères, sœurs, amis, concubines et femmes. Notre histoire fait partie maintenant de la France. Cela fait plus de dix ans, quinze ans, vingt ans et plus encore sur cette terre d'ordinaire accueillante, et qui maintenant nous expulse sans respect et sans droit... Nous, jeunes issus de cette immigration, nous ne voulons pas de cette injustice... En fait, depuis dix ans, rien n'a vraiment été fait pour nous, issus des ghettos. On nous parle d'intégration, alors que la plupart sont nés ici, ou sont venus tout jeune... Avec le gouvernement Cresson, on nous parle de "charter", d'expulsion en masse, plus de droit ni de respect. On ne nous respecte plus, nous, enfants d'immigrés, qui avons grandi dans cette France de notre enfance...* »

A Fleury, ce sont près de soixante femmes qui ont annoncé leur volonté de faire une grève de la faim de solidarité, à la Santé, à Nanterre, d'autres sont en ce moment en grève et attendent notre solidarité (1).

Le mouvement doit aujourd'hui s'amplifier dans les prisons et au dehors. Une solidarité active et pas seulement un soutien verbal avec la lutte contre la « double peine » doit aujourd'hui avoir lieu. Un collectif de soutien s'est mis en place. Il reprend les revendications émises : l'abrogation définitive des lois instituant la « double peine » ; l'amnistie collective pour toutes les personnes touchées par un arrêté d'expulsion ou une interdiction du territoire ; la création d'un dispositif interministériel afin de surseoir immédiatement à l'exécution de toutes mesures d'éloignement déjà prononcées ; les grâces et abrogations pour les grévistes eux-mêmes. Le collectif dénonce le fait que « *les relatives avancées du projet de loi déposé en septembre 1991 se soient trouvées profondément remises en question, par le vote à l'Assemblée nationale d'amendements émanant de la majorité gouvernementale (PS), qui réintroduisent la notion d'appréciation subjective et floue des situations au lieu d'affirmer les droits des catégories protégées* ».

« Depuis dix ans, le PS est responsable de l'exclusion économique et sociale, et applique les réponses sécuritaires et autoritaires de discrimination et de désignation d'un bouc émissaire : l'immigré. »

C'est la mobilisation et l'articulation avec d'autres luttes menées sur le terrain de l'immigration comme les déboutés du droit d'asile que dépend la satisfaction des revendications émises. C'est dans la rue, en luttant avec les personnes concernées, que nous construirons un rapport de force vis-à-vis des pouvoirs politiques.

La récupération des luttes de ces dernières années que l'on voit poindre dans la manifestation du 25 janvier doit être dénoncée. Si nous comptons bien descendre dans la rue le 25, c'est autour de la « double peine » et de la régularisation des déboutés, non pas sur des slogans vagues. L'égalité des droits n'est pas une revendication pour amuser ou faire plaisir au public humaniste comme le souhaite SOS-Racisme ou le PS, c'est une lutte quotidienne pour la citoyenneté et le droit à la résidence, pour une transformation des rapports inégalitaires, pour l'obtention et la garantie des droits inaliénables : logement, santé, loisirs, séjour, asile... Comme le dit un slogan : « *Le problème, ce n'est pas que Le Pen arrive au pouvoir, c'est que ses idées y soient déjà !* », et il s'agit bien de le faire comprendre à tous ceux qui essayent de se refaire une virginité le 25 janvier.

Depuis dix ans, le PS est responsable de l'exclusion économique et sociale, et applique les réponses sécuritaires et autoritaires de discrimination et de désignation d'un bouc émissaire : l'immigré.

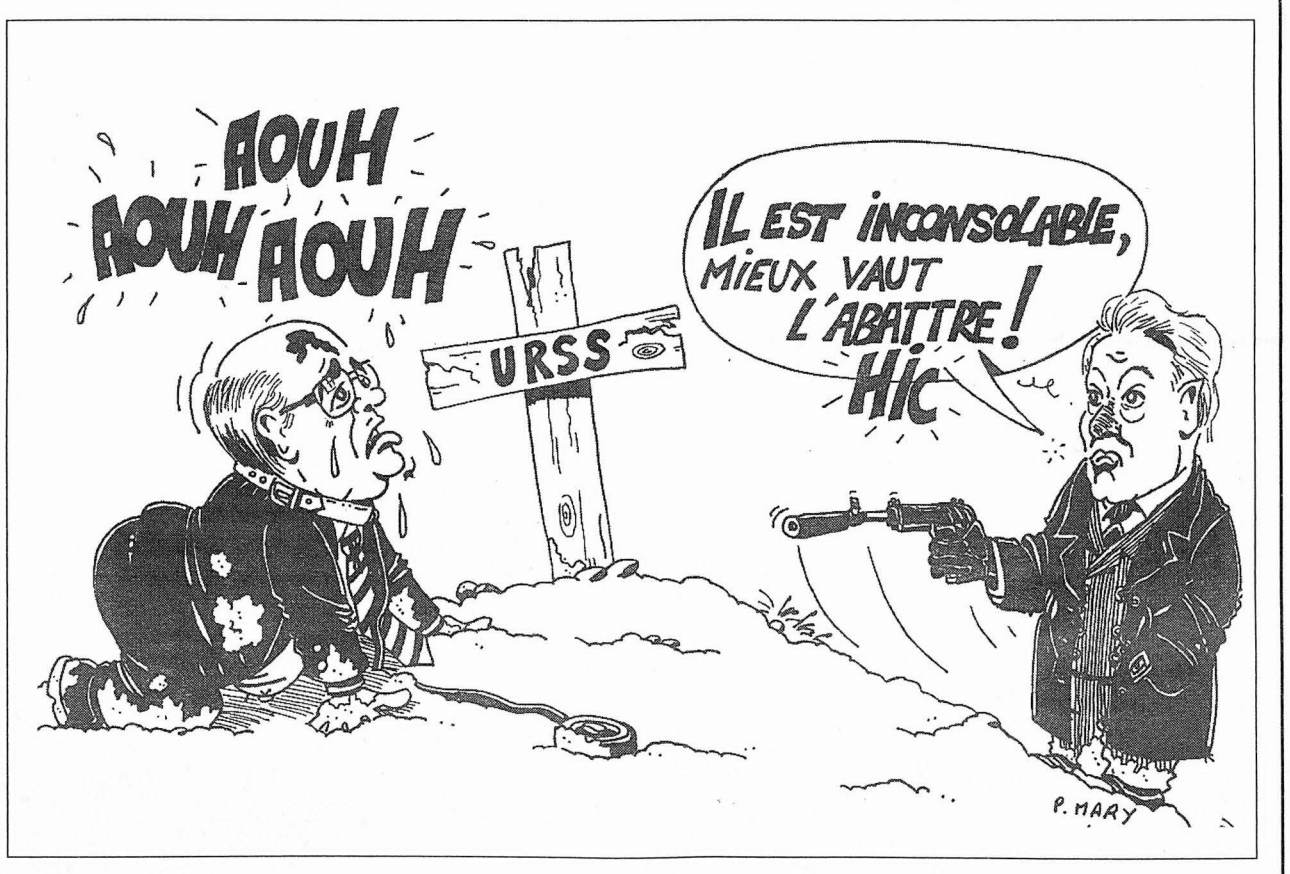
Lors de la dernière semaine de décembre, en deux occasions, la police a matraqué des grévistes de la faim, déboutés du droit d'asile : à Marseille, le 30 décembre, et à Paris en parquant dans un périmètre de barrières les Kurdes, gardés par des CRS.

C'est bien avec tous ceux qui subissent la politique d'exclusion et de répression du PS que nous devons nous retrouver et agir.

Cherokee

(1) Grévistes en prison : A. Boukechiche, n° E 820 271 D1 C 250, 1, allée des Thuyas, 94261 Fresnes ; Mohamed Rochdi n° 818 B 226, 133, avenue de la Commune-de-Paris, 92000 Nanterre ; B. Messaouden n ° 204023 Q D5, 7, avenue des Peupliers, 91705 Fleury-Mérogis ; K. Abdelwahab n° 185 148 Y bât. D4, 7, avenue des Peupliers, 91705 Fleury-Mérogis.
Grévistes de la faim, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. Soutien financier (chèque à l'ordre de l'ASEF avec mention au dos : « *soutien aux grévistes de la faim* », à envoyer au Comité national contre la « double peine », 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : (1) 45.33.41.95.

Le dessin de la semaine



Librairie de l'Union locale FA :
« La Plume Noire »
15, rue Rivet, 69001 Lyon.

Jours d'ouverture :
- mercredi de 14 h à 19 h ;
- jeudi et vendredi de 15 h à 19 h ;
- samedi de 14 h à 19 h.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Algérie : La peste et le choléra, Edito.
PAGE 2 : L'amour est à nous, L'avortement(enquête parmi les jeunes).
PAGE 3 : Decourtray lave plus blanc, Intra muros, Echos de presse.
PAGE 4 : Charente-Maritime : Une région bien ordinaire Du rififi sur le littoral, les damnés de la mer..
PAGE 5 : Charente-Maritime : Les couleurs pourpres d'Aytré, Thomson-CSF... le tueur sort de l'ombre, Associations, Nouvelles du front, Fun club du RMI.
PAGE 6 : Yougoslavie : Le national-communisme serbe, La chasse aux déserteurs.
PAGE 7 : Ciné sélection : Ciné-bilan ou main basse sur la ville, Prémonitoire ?, Les choix du hallebardier, Font et Val... le retour, « Dragon libre » de Molodoï.
PAGE 8 : Grève de la faim illimitée contre la « double peine », Le dessin de la semaine, Infos FA.